

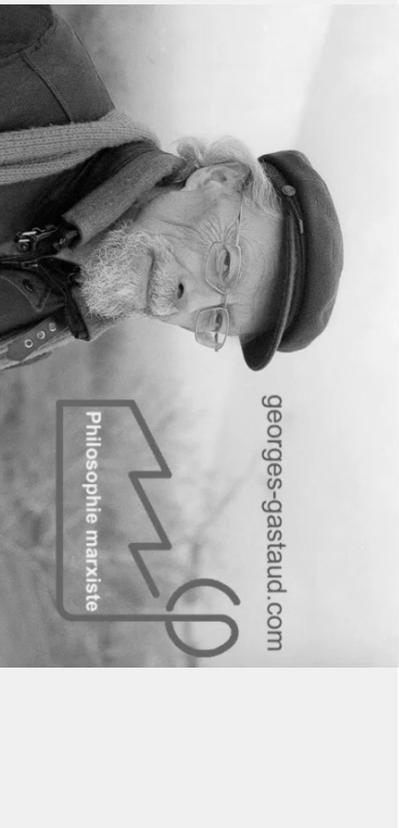


**Ne comptons pas sur les bonimenteurs « sociaux-démocrates » et euro-compatibles** qui, comme **Hidalgo**, reviennent dès le lendemain sur leur douteuses promesses et voudraient que l'on oublie qu'ils ont hier participé à la destruction de l'Ecole publique, trop contents de satisfaire les directives des traités européens qu'ils défendent de toutes leurs forces et qui interdisent toute altération de progrès.

**Ne comptons pas non plus sur un illustre « dialogue social »**, alors que les gouvernements successifs ont amplifié la répression et le mépris envers le mouvement syndical, accélérant le mortifère processus de fascisation dans notre pays.

**Comptons sur notre force collective et sur la justice de nos revendications.** Tous ensemble en même temps, construisons une société juste et émancipatrice !

**Rejoignez le PRCF dans son combat contre l'euro-austérité et le carcan européen, contre l'injustice capitaliste, pour la défense de la Terre, les Lumières communistes, la Paix et la coopération entre les peuples !**



**Vous travaillez dans l'Education Nationale, enseignant(e), personnel administratif, personnel de service, cadre de l'administration, vous souhaitez nous suivre ?**  
**Vous souhaitez nous faire connaître des faits ?**

Lisez notre site national <https://www.initiative-communiste.fr/>  
 la revue Etincelles (dont le dernier numéro est consacré à "L'Union Européenne - la fascisation")  
 - le compte Twitter du PRCF : @PRCF\_ -  
 - le compte Youtube du PRCF -

## SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRCF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

*o Le soutien rejoint le Pôle de Renaissance Communiste en France*  
*o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France*

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_  
 Adresse: \_\_\_\_\_  
 CP: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_  
 Courriel: \_\_\_\_\_ Téléphone: \_\_\_\_\_  
 A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapraune, 92 220- Bagneux



## (SE) DÉBATTRE ou COMBATTRE !

**6.722.400** inscrits à Pôle Emploi  
 au second trimestre 2021 ;

**120.000** victimes de l'inhumaine gestion  
 « libérale » de la crise sanitaire  
 (« Laissez faire, laissez passer ! ») ;

**13** morts et **3.000** blessés dont **94** graves  
 (comprenant **4** mains arrachées et **17** éborgnés)  
 parmi la population civile lors des manifestations  
 contre la vie chère et la politique injuste d'Emmanuel  
 Macron lors du mouvement des Gilets Jaunes.

Et en même temps,  
**25%** d'augmentation des profits  
 du CAC 40 entre 2018 et 2021 ;

voilà le bilan de la présidence Macron !

**Du 12 au 14 Novembre 2021**  
**UNIVERSITÉ POPULAIRE DU PRCF**  
 Région Parisienne  
 Plus de détails à venir sur  
[www.initiative-communiste.fr](http://www.initiative-communiste.fr)

gés pas assez performants ni rentables par ce « winner » de la finance mondialisée ne sachant produire que de la haine et du mépris), mais aussi de répression, de privation de libertés et de violences inédites depuis l'Occupation.

**Défaire la République une et indivisible et la France, dissoudre à marche forcée les droits sociaux conquis par les travailleurs depuis des siècles dans l'acide de la (des) intégration européenne et du capitalisme mondialisé ne peut se faire que dans la violence et la souffrance.**

**Quatre** longues années de désastres économiques, sociaux, écologiques et sanitaires, d'insultes méprisantes envers les travailleurs (avec, dernière sortie aussi inédite que lunaire en date, une attaque ignoble contre les sportifs de haut niveau français ju-

Dans cette course à l'abîme, démarrée bien avant que les « Playmobil » de Macron se mettent « En Marche » ! l'Education nationale est la prochaine victime à dépecer.

[www.initiative-communiste.fr](http://www.initiative-communiste.fr)

Voir suite au dos >

**Il faut dire que depuis 2002 et le sommet européen de Lisbonne décidant de créer d'un grand marché européen des compétences et des connaissances, l'existence en France d'un grand service public d'Éducation nationale est devenue impossible.** Dans une Union européenne dont les traités – refusés par référendum en 2005 – imposent comme principe indépassable la « concurrence libre et non faussée », il ne peut exister un service gratuit, non marchand, dispensé à chaque élève de façon égale sur tout le territoire par des fonctionnaires recrutés de façon transparente par concours, protégés des puissances d'argent et des pressions idéologiques par le statut de la Fonction Publique créée par le ministre communiste Maurice Thorez à la Libération. Ceci est incompatible avec « l'économie de marché ouverte sur le monde » gravée dans le marbre des traités européens « *contre lesquels il n'y a pas de choix démocratique* », comme l'a rappelé le cruel Juncker entre deux libations.

Après La Poste, France Telecom, GDF et EDF, après le service public de Santé que la Commission européenne a sommé de baisser les dépenses à 63 reprises entre 2011 et 2018, c'est au tour de l'Éducation nationale d'être pulvérisée par les thuriféraires de l'École de Chicago, sous l'impulsion du ministre **BLANQUER**.

D'abord dans l'ombre des cabinets quand, recteur de l'académie de Créteil puis DEGESCO de Chatel sous Sarkozy, il fut respectable :

- de 80 000 suppressions de postes d'enseignants dans les collèges et les lycées,
- du programme ECLAIR qui expérimenta sur les enfants défavorisés le recrutement local des enseignants et la disparition des programmes nationaux,
- de la contre-« réforme » de la maîtrise-tion (elle aussi imposée par le LMD bruxellois) qui écarta les étudiants les plus défavorisés du métier d'enseignant, détruisit le cadre des concours, affaiblit la

formation et tari les viviers de recrutements. Le résultat ? Depuis sa mise en place, aucune campagne de recrutement n'a réussi.

Il fut accompagné, à l'époque, de son com-parse en costume de luxe **Fillon, dont la loi éponyme remplaça l'enseignement efficace et éprouvé de connaissances disciplinaires dans le cadre de programme nationaux par un « livret personnel de compétences »**, rejeon du livret ouvrier d'antan permettant de mettre en place l'école à deux vitesses et, dans le même temps, de caporaliser toute la profession enseignante.

Le changement dans la continuité eurobéate UM-PS ajouta le mot culture au livret de compétences et détruisit le collège en 2016 sous les coups de l'odieuse Vallaud-Belkacem, tandis que les pseudo « socialistes » Pellon et Hamon commentaient à détircoter le statut des enseignants. Le nombre d'élèves augmentait – comme la rémunération des cadres –, tandis que le nombre d'enseignants et le salaire réel des professeurs diminuaient : Macron était déjà ministre de l'Économie.

L'arrivée du banquier d'affaires Macron à la présidence de la République lui permit de nommer le très réactionnaire Blanquer sous les ors du ministère. Il y est resté depuis : il faut dire qu'aucun syndicat n'a demandé sa démission...

Aussi incroyable que cela soit, il n'a pas été viré en dépit de ses échecs patents et de sa grave responsabilité dans l'effondrement scolaire des élèves français (passé de la 7<sup>e</sup> place mondiale en mathématiques 1995 aux avant-dernières en 2020 !). Il n'a pas démissionné en dépit de la répression violente des justes mouvements de protestation lycéen contre la casse des lycées généraux et professionnels. Au contraire : s'engageant fermement dans une dérive fascisante, il n'a eu de cesse d'attaquer les représentants syndicaux enseignants et lycéens tout en déployant la force armée contre sa propre jeunesse jusque dans les lycées, tandis que son ministère restera à jamais celui de la barbouzerie « Avenir Lycéen ».

**QUI POURRA OUBLIER en 2022 les images de lycéens à genoux les mains sur la tête sous les lazzi d'hommes en armes commandés par Macron&Blanquer ?**



Au comble du cynisme, au lieu d'œuvrer pour sécuriser les écoles face à la menace pandémique, le Bolsoraro français a multiplié les contre-vérités pour ouvrir en grand au virus des écoles transformées en garderies du MEDEF, profitant du chaos pour achever le Bac national, pilier des conventions collectives, et patacher la sélection sociale à l'entrée du Supérieur.



**#Blanquer**  
**Cémision**

« On considère, et là je ne fais que répéter ce que disent les scientifiques, que 50 à 70% de la population in fine finit par être contaminée par le virus, et c'est d'ailleurs ça qui met fin au virus puisque ça crée une forme d'immunité majoritaire, et donc le virus s'éteint de lui-même. »

Jean Michel Blanquer cité par Europe 1



Il porte ainsi une immense responsabilité dans la diffusion du coronavirus en France, ayant été incapable de sécuriser nos écoles face à l'injection de troupeau dans la jeunesse (soi-disant exemple de tous dangers), rendant 600 millions d'euros en pleine pandémie alors même que le premier mort français recensé est un enseignant et que le premier foyer de diffusion communautaire documenté en France est un Lycée !

Pour tout remerciement aux enseignants qui seuls, abandonnés de leur hiérarchie d'habitude si prompt à les accabler d'injonctions débilittantes, ont tenu et tiennent encore les écoles debout (alors qu'ils sont dépourvus de tout, des masques chirurgicaux aux fenêtres qui ouvrent, en passant par les moniteurs de qualité de l'air), Blanquer baisse leurs salaires réels en refusant une Loi de Programmation pourtant offerte (avec le train gratuit) à la Police de Macron. Pire encore : le despote Macron annonce qu'il entend détruire le Statut des enseignants et se servir des enfants défavorisés comme « terrain d'expérimentation ».

## CELA SUFFIT !

Depuis Robespierre, le peuple sans-culottes a imposé aux dominants que seul le mérite de chacun devait compter, non les relations, les fortunes familiales ou les réseaux d'influence. L'égal accès à l'enseignement public, les enseignants statutaires recrutés par concours et non soumis aux pressions, les programmes et les diplômes nationaux anonymes sont des fondements de la République une et indivisible. Aucun républicain sincère ne les laissera attaquer sur l'autel des intérêts privés.

A l'heure où Blanquer et Macron s'apprêtent à détruire l'Éducation nationale (ainsi que les retraites par répartition et l'assurance chômage), le temps des hésitations et des attermoissements coupables est passé. Il n'est plus temps de débattre : le moment du combat et de la Résistance est venu.